

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

Hollande Président des patrons...



Construisons une opposition



Municipales 2014 :
le NPA invite à débattre et construire
Réforme ou révolution,
les enseignements de l'expérience
chilienne



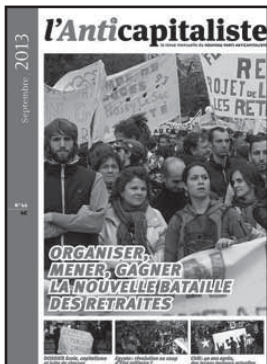
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse a changé de nom : **Tout est à nous !** à laissé place à **L'Anticapitaliste**.

Mais les contraintes restent... C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

Pour s'abonner avec paiement par chèque, reproduire et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito p.3
Nos vies, pas leurs profits p.4-7

- Contre-réforme des retraites : retrait !
- Rentrée de l'UL CGT de Mérignac
- Valls et ses sbires bombent le torse...
- Dassault : Le «Lean», régime sec pour les salariés
- Changement de président à la Poste... les luttes continuent
- Cours d'économie à l'hôpital public, tarification chez un spécialiste du privé...
- Fuite à Smurfit : une pollution prévisible
- Démasquons-les

EluEs anticapitalistes p.8-9

- Municipales 2014 : le NPA invite à débattre et à construire
- PCF : l'heure des choix militants
- Expérience d'une opposition de gauche à Cenon, Cestas, Lormont, Pessac
- Lormont : la discrimination à la cantine persiste
- Cestas : exclusion évitée à la cantine, mais pas la sanction pécuniaire

Education p.10

- Le cauchemar de la rentrée 2013
- Lormont : une réforme des rythmes scolaires faite ni pour les enfants ni pour les personnels

Politique locale p.11

- Evacuation des camps de Roms : inutiles, dangereuses et indignes !
- Le protectionnisme de gauche ou de droite : des illusions dangereuses, une impasse.

Internationalisme p.12-14

- Réforme ou révolution, les enseignements de l'expérience chilienne
- Mobilisation pour Georges Ibrahim Abdallah
- Non à l'intervention en Syrie !

Les nôtres p.15

- Joaquim Da Silva Pereira nous a quittés

A voir, à lire p.15-16

- *Instants fugaces*, expo photo de S. Weiss
- *L'année de l'éveil* de Charles Juliet
- *Retour à Zornhof* de Gérard Oberlé

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 ISSN : en cours

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Face à la crise politique et à l'imposture du FN, répondre aux questions urgentes

« Hollande président des patrons » titrait en septembre *Libération*, qui nous avait plutôt habitués à nier la lutte des classes... Lui rétorque qu'il est plutôt le « président des entreprises pour notre pays », une nuance qui vaut confirmation de la part de celui qui multiplie les cadeaux pour les entreprises... et leurs patrons.

Tout le confirme : la nouvelle contre-réforme des retraites qui prolonge et aggrave celles de Woerth, Fillon et Balladur, les exonérations de cotisations, les crédits d'impôts... Et cette politique reçoit l'approbation de Gattaz, nouveau patron du Medef qui « applaudit des deux mains... l'esprit conquérant » de la « Nouvelle France Industrielle » de Montebourg et Hollande. Tout en reprenant le vieux discours d'assistanat du patronat qui en demande toujours plus et se plaint des impôts. En parfaite symbiose avec Ayrault qui se félicite des économies « sans précédent » de son budget, 15 milliards.

L'offensive du PS au gouvernement est telle que l'UMP, déstabilisée de cette concurrence sur son terrain, patauge dans sa crise. Incapables d'incarner une opposition, ses chefs ne se positionnent que par rapport à Marine Le Pen, contribuant à aggraver encore leur propre crise.

Dans ce paysage morose, l'imposture du discours « social » et national du FN émerge, alors que la politique sécuritaire de Valls contre les Roms et les immigrés lui prépare le terrain. Et chacun voit le danger que constitue le « patriotisme économique » de Montebourg et de

tous ceux qui prétendent que le repli derrière les frontières, le souverainisme, seraient des solutions face à la mondialisation.

Préparer la riposte

Tout cela n'a de prise pour l'instant que parce que le monde du travail ne fait pas entendre suffisamment sa voix. Les manifestations et grèves du 10 septembre n'ont pas été l'échec annoncé, et elles ont permis à des dizaines de milliers de salariés d'exprimer leur révolte, même si elles ne pouvaient être suffisantes pour faire reculer le gouvernement. L'urgence est de faire entendre les exigences du monde du travail pour construire le rapport de forces nécessaire pour les imposer.

Ce sont ces questions qui se posent à tout le mouvement social en cette rentrée. Pour reprendre la main, il s'agit de poser nos revendications, assumer que nous ne pouvons compter que sur nos propres mobilisations, pour faire reculer ce gouvernement, le patronat, et renvoyer aux poubelles la pourriture nationaliste du FN.

Cela nous renvoie au débat que nous menons, dans le mouvement social et politique, sur la perspective d'un autre pouvoir, en opposition à celui du PS et d'EELV, pour un gouvernement des travailleurs et de la population, prêt à annuler la dette, à interdire les licenciements, à partager le travail entre tous, à exproprier les banques et la finance. Des questions urgentes.



Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org

www.npa33.org

Nos vies, pas leurs profits

Contre-réforme des retraites : Pour le retrait !

Le 10 septembre, dans la première manifestation de la rentrée contre la politique du gouvernement, l'ambiance était militante. Nous étions 12 000 manifestants à Bordeaux selon les syndicats, 6200 d'après les flics : une participation pas ridicule au vu de ce qu'annonçait la presse régionale et des craintes de beaucoup.

Bien sûr, cette première riposte reste bien en deçà de la gravité des attaques, confirmée par la présentation du projet au Conseil des ministres du 18 septembre et les annonces concernant le budget de la sécu. Mais dans de nombreuses discussions s'exprimait la volonté de marquer le coup, d'affirmer un ras-le-bol contre ce gouvernement.

Les tracts du NPA ont été bien accueillis, avec la revendication claire du retrait du projet de loi. Mot d'ordre qu'on retrouvait sur les banderoles du Collectif jeune retraite, de Solidaires, ou même de FO... même si pas plus Mailly que Le Paon ne cherche à construire le rapport de forces nécessaire, comme la direction de la CGT qui s'acharne à dire qu'« une bonne réforme est possible ». Pourtant, bien des militants de la CGT sont pour le retrait et disent que ce gou-

vernement est comme celui de Sarkozy. On ne parle même pas de la CFDT qui soutient le projet gouvernemental.

On est là au cœur des difficultés pour construire une mobilisation qui aurait l'ampleur suffisante pour faire reculer Hollande. Pour entraîner et convaincre au-delà des premiers rangs militants, il faudra poser des revendications claires, et tirer toutes les conséquences de la politique de ce gouvernement : oser dire que c'est un adversaire et qu'il faut le faire reculer au même titre qu'il fallait faire mordre la poussière à Sarkozy.

F.M.



Réunion de rentrée des Unions Locales CGT de Mérignac St Médard

Nous étions 32, des entreprises Sabena, Labinal, Aéroport (personnel au sol), Auchan Logistique, Astrium, Retraité CGT éduc, Cofinoga, d'une petite entreprise informatique, 4 ou 5 femmes d'un centre d'appel filiale d'Adesso (syndicat nouvellement créé), Dassault Mérignac, la Douane, AIA, Ford et GFT, SPS représenté par un retraité, cadre d'une filiale de la Caisse d'Épargne...

Topo du représentant de l'Union Départementale sur la situation : un

constat de la pauvreté croissante, un gouvernement dans la continuité de celui de droite... Il a beaucoup appuyé sur l'égalité hommes femmes. Il mettait le doigt sur l'existence de luttes sur les salaires dans les entreprises, luttes méconnues et nombreuses qui n'ont pas cessé de tout l'été. Mais son topo était pauvre en perspective, aussi bien pour coordonner ces luttes, que pour l'après 10 septembre.

Et c'est bien cela qui a fait débat. Pas mal d'interventions de la salle pour dire

« que fait-on après le 10 ? on ne peut pas s'arrêter là » ; pour dire aussi que l'échec 2010 a laissé des traces (sans revenir sur les responsabilités), ce qui pèse sur les mobilisations futures. Tout peut se dire, lutte pour les salaires, interdiction des licenciements, perspective pour le 10 et l'après 10, mais l'UD ne rebondit sur rien, elle laisse dire, ne s'oppose pas... On dirait qu'on a le champ libre... mais un peu dans le vide !

Eric et Sandrine

Bordeaux

M. Valls et ses sbires bombent le torse contre les défenseurs de la justice sociale

A Bordeaux, le 18 juillet dernier, un responsable de Solidaires 33 reçoit un coup de téléphone du Capitaine X lui demandant de venir chercher les clés du local syndical au commissariat central car « nous avons procédé à une perquisition » !!!!

Cette perquisition des locaux de Solidaires fait suite à l'arrestation de militants du DAL pour avoir aidé à l'occupation temporaire d'un immeuble pour loger d'urgence des familles Roms à Bordeaux. Solidaires héberge par solidarité le DAL qui n'arrive pas à obtenir de locaux auprès de la municipalité de Bordeaux.

La veille, quatre militants de cette association ont été mis en garde à vue de 24 heures suite à une plainte pour violation de domicile déposée par les propriétaires de l'immeuble occupé. Les camarades du DAL estiment que cette « plainte » a été déposée après pressions. En effet, trois jours avant la déferlante policière, une rencontre avait eu lieu pour un compromis entre les occupants et les proprios. Un accord d'occupation jusqu'en septembre... avant retournement de situation...

Les logements des militants du DAL sont perquisitionnés (sans même présentation des pièces justificatives), leurs ordinateurs, disques durs et portables sont saisis. En l'absence de charges, ils seront libérés vers 18 h, mais seuls deux téléphones ont été à ce jour restitués.

Pendant leur garde à vue les locaux de Solidaires ont donc également été perquisitionnés, sans documents justificatifs ni même présence d'un membre de ce syndicat !

La police a indiqué aux militantEs « qu'elle agissait sur ordre du Ministère de l'intérieur », et que le procureur était « mobilisé ». A ce jour nous n'avons reçu ni l'arrêt du procureur, ni le procès verbal de la perquisition pour savoir dans quelles conditions celle-ci a été exécutée.

Cette action a déchainé des propos haineux de l'extrême droite contre les militants associatifs et syndicaux, on a vu fleurir une propagande mensongère sur des sites, des insultes et des menaces de mort ont été proférées sur les téléphones portables et sur le Facebook de la fédération Droit Au Logement...

Plutôt que de protéger des militants et

des bénévoles dévoués à la cause des sans logis, la police et les autorités cherchent à les accabler et à les criminaliser. Désormais, une plainte contre X pour violation de domicile pourrait justifier une perquisition dans les locaux d'une organisation syndicale et au domicile de militants ?

Décidément le passage de Valls au Ministère de l'Intérieur est et restera marqué de démagogie sécuritaire. La répression ne résout rien des conditions de vie insalubres des citoyens qui vivent dans notre pays. Bomber le torse contre les organisations syndicales et associatives et se déclarer, comme ses prédécesseurs, le premier flic de France, sont des postures pathétiques et indignes, qui méritent à juste titre une mobilisation des associations, partis et syndicats afin de faire entendre raison à M. Valls : Un toit c'est un droit !

Luc

Après la rédaction de cet article, nous apprenons que des militants du DAL ont à nouveau subi une garde à vue de plusieurs heures le 19 septembre.

Le LEAN, régime sec pour les salariés

Le capitalisme se mondialise, les organisations du travail se transforment. Si le taylorisme et le fordisme sont toujours présents, le toyotisme se répand dans le privé et la fonction publique... avec le LEAN, qui, littéralement, signifie « maigre », « sans gras », « dégraissé ». Il s'agit pour les patrons de réaliser des gains substantiels de productivité. « Sans travailler plus » « ni être payés moins », nous disent très honnêtement ces jeunes ingénieurs fraîchement embauchés pour mettre en œuvre le système ! « Juste en réduisant les gaspillages », en réduisant les temps de cycle, en réduisant les encours de stocks, les coûts et les temps morts !!!

Harmonie, harmonie !!! Exemple de ce nouveau régime LEAN. La mise en place, sur Dassault Mérignac, de la fusion des lignes du F900 et du F2000, imposée par la DG, est non seulement douloureuse mais aussi controversée, par les salariés non cadres, mais pas seulement, même les cadres commencent à dire les choses !

Les patrons voudraient nous faire croire qu'ils adaptent le travail à l'homme alors qu'ils essaient de formater l'homme à leurs valeurs de « gestionnaires » en nous les faisant partager par des formations internes sur ces nouveaux outils, tout leur blabla et leurs tableaux.

Ils standardisent au maximum les tâches, les appauvrissent. C'est le séquençage poussé à l'extrême, appelé encore tag time. Ils vident le travail de tout intérêt... Il s'agit, pour les salariés, de s'adapter à une marche à suivre « insuivable », obligée d'être contournée par le savoir faire et les réelles compétences des salariés pour réaliser la tâche. Sauf que toute cette partie intéressante du travail reste fantôme !

Extrait du bulletin « l'Aile Rouge » diffusé aux usines Dassault en juillet 2013

Nos vies, pas leurs profits

Changement de président à La Poste... les luttes continuent

En 2009, le Parti Socialiste ouvrait 3000 mairies à la grande votation citoyenne organisée contre le changement de statut de La Poste.

En 2013, à l'occasion du départ du PDG de l'entreprise Jean-Paul Bailly, pas moins de trois ministres, Mme Pellerin, M. Moscovici et M. Montebourg se fendent d'un communiqué de presse où ils saluent son rôle dans le changement de statut de La Poste !

Les trois ministres de ce « gouvernement de gauche » n'hésitent pas à écrire que « *le bien être au travail et le dialogue social ont été une préoccupation constante du président Bailly.* ». Les ministres font l'impasse complète sur la crise sociale et les drames humains que connaissent les postier-es qui relèvent bien de la responsabilité des dirigeants.

Entre 2002 et 2012, plus de 80 000 emplois ont été supprimés. Depuis 2008, on a dénombré deux cent suicides liés au travail à La Poste.

En guise de dialogue social, Bailly en connaît un rayon ; c'est sous sa présidence que l'on a connu la plus grande chasse aux syndicalistes.

On se souvient qu'en mai 2005 au centre de tri de Bègles le dialogue social à la sauce Bailly s'est traduit par l'envoi du GIPN. Un agent contractuel a été licencié et quelques mois plus tard il a été blanchi par la justice.

Le gouvernement préfère cirer les pompes de Bailly plutôt que d'amnistier les syndicalistes.

Sur le terrain, les postiers subissent les conséquences des suppressions d'emplois. Récemment, en Gironde, les facteurs de Saint-André de Cubzac, Langon, Carbon-blanc ont cessé le travail pour demander des effectifs supplémentaires. Les suppressions d'emplois, ils les subissent au quotidien.

Souvent, pour distribuer tout le courrier, les facteurs font des heures supplémentaires et c'est pour se faire payer ces heures qu'ils ont fait grève !

Dans les bureaux de poste, la pression commerciale s'intensifie sur les guichetiers. La fermeture de bureaux continue comme à Talence Santillane. Souvent les horaires d'ouverture sont réduits, entraînant une fréquentation en baisse ce qui donne à La Poste un prétexte pour fermer le bureau.

La Poste aurait pu embaucher les apprentis qu'elle forme en alternance pour 800 euros mensuels en leur faisant miroiter un CDI. Fin août, la moitié a été remerciée ce qui ne va pas l'empêcher de faire à nouveau miroiter un CDI à de nouveaux jeunes apprentis à la rentrée.

La Poste jongle entre les CDD, les intérimaires, les apprentis, les emplois d'avenir. Nous sommes loin du « *bien être au travail* » vanté par les ministres.

A La Poste comme ailleurs, ce gouvernement a choisi son camp, celui des patrons.

Jean-Paul

Cours d'économie à l'hôpital public...

RV chez un spécialiste à l'hôpital Pellegrin pour discuter d'une petite intervention.

« *J'opérerai un après-midi. Ça veut dire que vous dormirez à l'hôpital. Ah ! ça m'embête en fait. Ça coûte cher, plus cher que la journée : 1000 euros ! Vous savez, comme l'hôpital prend en charge des CMU, des sans-papiers qui ne cotisent pas, il faut faire des économies. Je ne dis pas ça pour vous, vous cotisez !* ».

Je lui dis ce que j'en pense et qu'heureusement le système solidaire de la sécu existe même s'il est mis à mal.

« *Ah aussi ! la méthode que vous choisissez coûte cher. Même si, si j'avais été une femme, j'aurais choisi la même.* » Et là, il me ressort le couplet sur ceux qui ne cotisent pas et ceux qui cotisent pour ceux qui ne cotisent pas et sur les économies que l'hôpital doit faire...

Je bous : « *bon, écoutez, ce discours, je n'arrête pas de l'entendre, monter les uns contre les autres au nom de ceux qui paient, je ne peux pas l'entendre et je ne veux pas l'entendre ! Y a qu'à faire comme en Grèce avec la fermeture de l'hôpital public d'Athènes. Sérieusement, patiente, cliente, je ne sais plus qui je suis. Je vais sortir d'ici avec l'idée que je suis un coût mais je vais prendre sur moi et ne pas trop culpabiliser quand même. Des milliards, l'Etat sait en trouver pour les riches mais pas pour la santé.* ».

Bon, j'ai un peu calmé ma colère, c'est quand même entre ses mains que je vais passer et je ne voudrais pas qu'il me prenne en grippe.

Bilan : l'aspect médical a quasiment été occulté par le côté économique même si j'étais autorisée à poser toutes les questions.

« *La santé n'est pas une marchandise* » : même dans les cabinets médicaux il faut sortir la banderole !

Une patiente ou cliente, on ne sait plus bien

Fuite à Smurfit : une pollution prévisible !

Le 5 juillet 2012, un cuvier de 4500 m³ éclate à l'usine papetière Smurfit-Kappa Cellulose du Pin à Biganos ; 3500 m³ d'un liquide polluant, toxique, appelé « liqueur noire » se déversent. Comme le système de rétention de l'usine ne suffit pas à retenir la vague, entre 100 et 500 m³ se retrouvent directement dans le Lacanau, affluent de la Leyre qui se jette dans le Bassin d'Arcachon. Avec pour premier résultat 400 kg de poissons morts, l'évacuation et fermeture de l'usine de 430 salarié(e)s, mise en place d'un barrage filtrant, fermeture des écluses du parc ornithologique du Teich, etc...

Le 25 juillet 2012, la Coordination environnement du bassin d'Arcachon (Ceba) porte plainte pour pollution ainsi que la Sepanso, les pêcheurs du Bassin et les éleveurs d'huîtres. Le 23 août, l'usine redémarre. Le 24 juin 2013 a lieu le jugement au TGI de Bordeaux.

L'enquête a relevé la vétusté de l'installation et indiqué une rupture de la cuve due à la corrosion. La vétusté au sein de l'usine avait déjà été relevée par les experts. Les cuves datant des années 70 n'étaient pas de « la première fraîcheur » et avaient été conçues pour stocker du fuel et non ce type de « produit corrosif » selon les parties civiles. Dès 2008, une expertise avait préconisé le changement de cette cuve et d'autres étaient jugées dans un état pire !

Le 2 septembre 2013, la décision du Tribunal : la papeterie n'est pas pénalement responsable de l'accident ! et il n'y a donc pas à condamner l'entreprise. « *Il s'agit ici d'un accident exceptionnel, que l'on peut qualifier d'imprévisible à ce moment là, en l'état des constatations effectuées sur le site* » ! disent les motivations du jugement. La cuve RC15 (qui a éclaté) n'était signalée qu'à « *surveiller* » alors que la cuve RC 11 (qui n'a pas éclaté) était jugée d'une « *extrême vétusté* » par des experts.

Le parquet fait appel.

Petite leçon de choses tout de même : malgré des contrôles et des avis critiques et négatifs d'expertises, avant l'accident, aucune obligation n'est faite à l'entreprise pour se mettre aux normes de sécurité et après l'accident le tribunal explique que celui ci était imprévisible car exceptionnel ! Pour notre sécurité et la sauvegarde de la planète nous avons raison de ne pas faire confiance et d'y mettre notre nez !

J.R.

... et tarification chez un spécialiste du privé

Brenda a un RV chez un spécialiste pour une intervention bénigne. Celui-ci partage un cabinet avec des spécialistes, qui comme lui, œuvrent à la clinique Bordeaux-Nord.

Au moment de discuter du prix de l'intervention, il dit : « *vous savez, c'est la guerre avec les mutuelles. C'est le jeu.* » Brenda sort sa carte de mutuelle et le spécialiste en voyant le pourcentage –décent– de remboursement d'une telle intervention, lui dit : « *je vous fais tant. Ça vous va ? Ne vous inquiétez pas. Votre mutuelle prendra tout en charge ou du moins une grande partie.* »

C'est quoi déjà le serment d'Hippocrate (serment de l'ordre français des médecins modernisé en 1996) ? N'était-il pas écrit « *je ne me laisserai pas influencer par la soif du gain ?* » Tout s'oublie !

Bon, a priori, il n'a pas oublié le maniement du bistouri !

Démasquons-les !

« *François Hollande veut être le président de l'emploi. Il doit donc choisir entre la politique de l'offre et celle la demande* » psalmodie Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président du Medef dans une interview aux *Echos* parue le 11 septembre 2013.

Le débat est ouvert chez les faiseurs d'opinion. De quoi remplir quelques éditoriaux et autres chroniques dans l'air du temps pour définir la voie empruntée par le pouvoir socialiste. Pour le Medef et son vice-président, « *on doit maintenant aller vers l'offre pour privilégier la croissance, donc la création d'emplois dans notre pays* ». Politique de l'offre donc, pour aider les entreprises à produire davantage, en levant tous les « obstacles » à l'initiative privée ; vieille antienne patronale qui a tout de même de quoi surprendre en ce moment, tant les offrandes du gouvernement aux entreprises sont nombreuses. Pour d'autres chroniqueurs, moins enclins à réciter ce catéchisme libéral, l'exécutif devrait plutôt impulser une politique de la demande, dite aussi keynésienne, visant à augmenter les investissements publics et relancer la consommation. Au lieu de ça, Hollande tourne « *un peu plus le dos aux politiques économiques de relance par le budget, menées d'ordinaire par des gouvernements de gauche* », et défend « *des baisses de dépenses publiques (qui) contribuent à une baisse de l'activité* » (Vittorio de Filipis dans *Libération* du 10 septembre).

Débat d'experts, complexe en apparence mais finalement simpliste où il n'est possible de choisir qu'entre deux orientations a priori opposées, en réalité composantes d'une même politique au service du capital. De toutes façons, ce ne sont pas les experts mais le capital qui tranche, en fonction du régime d'accumulation dans lequel il se valorise et aussi du rapport de force caractérisant la période, bref de ce que la bourgeoisie est en mesure de céder ou non aux salariés. Et si l'option keynésienne paraît préférable, elle aussi n'a d'autre objectif que de sauver les profits, pas d'inverser le rapport de force. Le débat est fermé à toute autre alternative. C'est pourquoi nos solutions à la crise ne peuvent s'y inscrire et se placent résolument sur un autre terrain, celui de la lutte de classe des salariés pour un gouvernement prêt à s'affronter à la propriété capitaliste.

Patrick Chaudon

Municipales mars 2014 : le NPA invite à débattre et construire

Dans moins de six mois, les municipales vont être le premier test électoral après deux ans de gouvernement Hollande-Ayrault et auront un caractère national. Dans un contexte d'exacerbation de la crise sociale et politique qui bouscule tous les partis institutionnels, les Etats-majors sont fébriles.

Tout cela sent mauvais pour le monde du travail, les jeunes, les familles d'origine immigrée, toutes celles et ceux qui aujourd'hui subissent la crise de plein fouet et sont les premières victimes du patronat et du gouvernement. Cela ne rend que plus urgente la construction et l'expression d'une véritable opposition

des intérêts de la population et des salariés contre toutes les politiques d'austérité, pour reprendre l'offensive sur tous les terrains.

C'est ce que le NPA propose à tous ceux qui à gauche se situent en opposition à la politique du gouvernement. En Gironde, le NPA a pris l'initiative de rencontres, en cours

ou à venir, dans plusieurs communes, en particulier avec Lutte Ouvrière et les composantes du Front de gauche. Là où nous avons des élus bien sûr (Cenon, Lormont, Pessac, Cestas) mais aussi à Bordeaux, à Mérignac, à Talence...

La situation exige le regroupement mais

aussi la plus grande clarté vis-à-vis des partis de gouvernement qui aujourd'hui prolongent et amplifient la politique de Sarkozy. Et là-dessus, il ne peut y avoir d'entre-deux...

Isabelle Ufferte



Le PS, qui « tient » aujourd'hui la majorité des grandes villes, tente de jouer la carte locale, « de terrain »... mais se prépare à un désaveu d'ampleur tandis que l'UMP, parti d'égos en plein déchirements, subit la pression du FN dont la grossière opération de charme ne laisse pas indifférent à droite.

Un Front National qui entend profiter au maximum de cette crise et annonce 623 candidats investis à ce jour. Il espère installer sa présence dans nombre de conseils municipaux et se construire. Sa « charte municipale » ratisse large, de la défense des petits commerçants au refus d'une hausse de la fiscalité en passant par la transparence sur les logements sociaux... Il a, cet été, envoyé une adresse spéciale aux salariés cadres des collectivités territoriales et joue les partis responsables et « propres », excluant récemment pour propos xénophobes un candidat précédemment investi...

de gauche, à l'échelle locale comme nationale.

Les municipales peuvent être une étape dans cette construction, dans le rassemblement et l'expression de tous ceux qui veulent faire entendre

PCF : L'heure des choix pour les militants

Lors d'une conférence de presse début septembre, les dirigeants girondins du PCF ont été clairs : pas question de « choisir entre des listes initiées par le Front de gauche et d'autre part le PS et EELV »... « On dépend tous les uns des autres » dans ce système électoral (*Sud Ouest* 12 septembre).

Là est bien le cœur du problème : le PCF dépend du PS s'il veut conserver ses élus... et l'affaire n'est pas nouvelle. Le prix à payer, c'est l'allégeance, les accords de gestion et la « solidarité » au sein de la majorité municipale. Une politique qui amène les élus PCF à voter sans faillir les budgets et à avaler nombre de couleuvres, quel qu'en soit le coût politique pour le parti, les militants... et la population.

Expériences d'une opposition de gauche à Cenon, Cestas, Lormont, Pessac

Cinq éluEs anticapitalistes siègent dans les conseils municipaux de l'agglomération bordelaise : Cenon (Christine Héraud), Cestas (Guy Lafon), Lormont (Monica Casanova) et Pessac (Gérard Barthélémy et Isabelle Ufferte). Pour quatre d'entre nous, il s'agit du deuxième mandat. Une expérience concrète d'intervention dans une institution pour faire entendre les intérêts de la population la plus démunie, des jeunes, des travailleurs, des privés d'emplois, de tous ceux à qui la « démocratie » n'offre que le droit de mettre un bulletin dans l'urne une fois tous les 5 ou 6 ans... mais qui n'ont aucune possibilité de décider vraiment des priorités budgétaires. Pire, une fraction importante de la population, d'origine immigrée, est privée de ce droit élémentaire qu'est le droit de vote.

Elus indépendants des majorités municipales (PS-EELV-PCF ou PS-PCF), ne devant des comptes qu'à la population et à ceux qui nous ont élus, nous avons été trop souvent les seuls à permettre que la contestation sociale et la révolte s'invitent dans l'enceinte du conseil municipal, habituellement protégé de la réalité de la lutte de classes. (A la fête du NPA33, une exposition présentera des éléments de bilan de ce travail, en présence des éluEs).

LORMONT

La discrimination à la cantine persiste

Dans cette commune gérée par une majorité socialiste et communiste, depuis 1996, les enfants dont l'un des parents, ou les deux, est en congé maternité, chômeur, RMAste, n'ont pas le droit de manger à la cantine plus de deux jours par semaine, sauf dérogation, ce qui est contraire à l'égalité des droits. Cette pratique ne figure pas dans le règlement de la restauration scolaire, mais est notifié aux familles lors de l'inscription de leur enfant.

Or, quand ils étaient députés, Jean-Marc Ayrault et Michèle Delaunay, dans une proposition de loi à l'Assemblée le 7 février 2012, dénonçaient que plus de 70 collectivités refusent l'accès aux cantines plus de deux jours par semaine à des élèves en cas de congé maternité de la mère ou lorsque l'un ou les deux parents ne travaillaient pas « *effectuant une sélection sur la base d'un certain nombre de justificatifs qui discriminent les familles ne répondant pas administrativement à des critères jugés prioritaires* », comme exercer une activité professionnelle.

Ils ajoutaient que « *l'inscription à la cantine, lorsque ce service existe, est un droit pour tous les enfants scolarisés. Il ne peut être établi aucune discrimination selon la situation familiale, les revenus ou la situation géographique. Ce droit concerne le repas du midi pour les jours scolaires* ».

Une seconde proposition de loi en ce sens a été déposée au Sénat le 25 mai 2012 par le groupe communiste.

La ville de Bordeaux et Juppé ont, entre autres, été obligés d'accepter tous les enfants à la cantine.

Les propositions de loi citées sont restées dans les tiroirs lorsque leurs auteurs sont respectivement devenus Premier Ministre et Ministre chargée des personnes âgées. Pourtant, un rapport du 3 septembre de D. Baudis, Défenseur des droits, sur les cantines scolaires, dénonce ces exclusions.

J'ai déclaré au Conseil municipal de juin dernier que la commune n'a pas à décider de qui mange à la cantine ni quand, à exiger des chômeurs ou RMAstes qu'ils se justifient pour que leurs enfants aient le droit élémentaire d'avoir des repas

équilibrés (au moins les jours d'école !), mais aussi de profiter du moment de socialisation que représente l'interclasse, en particulier pour les enfants les plus fragiles, dont les parents le sont souvent aussi. Sans parler des « économies » faites sur le dos de ces familles qui, sur la base du quotient familial, ont droit à des tarifs préférentiels pour ce service public, en raison justement de leur situation socio-économique.

S'il manque de la place, des moyens, que les communes donnent l'exemple, qu'elles embauchent, mais qu'elles ne pratiquent pas de discrimination à la cantine !

Mónica Casanova, élue NPA à Lormont

CESTAS

On a évité l'exclusion de la cantine, pas la sanction pécuniaire

Le 27 juin, avant les départs en vacances, le conseil municipal devait entériner une délibération concernant les cantines scolaires, présentée par M. Langlois, chargé des affaires scolaires. Celle-ci précisait que les enfants doivent badger chaque jour, à l'arrivée à l'école, pour avoir le droit de manger... Si ce n'est pas le cas, ils seront sanctionnés (1 € par repas) et si cela persistait, eh bien l'exclusion de la cantine était proposée !!!

Face à notre protestation et notre opposition à voter cette délibération, le maire PS, Pierre Ducout a fait enlever le mot « exclusion » mais maintenait la sanction pécuniaire d'un euro par repas non badgé. « *C'est 50 repas par jour concerné sur 1000* », nous a-t-on dit, « *c'est de la triche d'enfants venant de famille ayant largement les moyens...* ».

Nous avons demandé à l'ensemble du Conseil municipal de désapprouver cette attitude du maire en votant contre. La droite a voté car le mot exclusion avait été enlevé, le PC « courageux »... s'est abstenu ! Nous avons maintenu notre opposition et voté contre. Pour la petite histoire, un buffet était prévu pour les participants au Conseil municipal avant les départs en vacances, nous avons refusé d'y participer considérant que ce vote de la majorité du conseil, nous avait coupé l'appétit.

Guy Lafon, conseiller municipal NPA

Le cauchemar de la rentrée 2013

La rentrée 2013 restera sans doute dans les mémoires comme la pire qu'aient pu connaître les enseignants des écoles de Gironde. Elle relève du vrai cauchemar. A l'issue des trois premières semaines de classe, de nombreux problèmes restent sans solution : des élèves n'ont toujours pas d'enseignant, des directeurs n'ont pas de décharge et sont contraints à prendre leur classe à plein temps au moment où la charge de travail est la plus importante, les services des titulaires de secteur (enseignants sur plusieurs postes) ne sont pas tous organisés, contraignant des enseignants à temps partiels à commencer à plein temps, des CLIS (classes pour l'inclusion scolaire) n'ont toujours pas leur Assistant de Vie Scolaire, des enseignants en formation en alternance n'ont pas de remplaçants... La liste est interminable !

Les personnels manquent à tel point que 52 stagiaires en formation sont placés en urgence dans les classes, au pied levé, certains n'ayant jamais été confrontés à des élèves.

Cela fait des années que le manque de postes place le département dans les derniers du pays en termes d'encadrement (il manque plus de 300 postes en Gironde, pour un rattrapage dans la moyenne nationale). Une trentaine de classes n'ont pas pu ouvrir, alors qu'elles dépassaient les seuils d'effectifs. Les classes restent surchargées...

La désorganisation est aggravée dans les 22 % d'écoles qui appliquent dès cette année les nouveaux rythmes scolaires qui fragilisent les conditions de vie des élèves et des familles.

Lormont

Une réforme des rythmes scolaires faite ni pour les enfants ni pour les personnels

Lormont, comme près de 25 % des communes de Gironde, a mis en place la réforme dans ses écoles en 2013, la semaine passant de 4 jours à 4 jours 1/2 avec des activités périscolaires payantes méridiennes et jusqu'à 18h 30 (jusqu'à plus d'une centaine d'euros à l'année).

Le périscolaire, gratuit auparavant, est donc devenu payant, sauf pour ceux qui ne voudront pas s'y inscrire.

La municipalité a fait appel à des parents bénévoles et à des associations, pendant que les animateurs périscolaires continueront à faire 20 h par semaine. L'adjoint à l'Education s'est vanté de la création de 100 emplois, mais le Conseil n'a délibéré sur aucun !

De plus, les enseignants n'ont pas été consultés pour l'élaboration de cette réforme.

Globalement, la réforme conduit à une désorganisation du service public d'Education, en imposant aux communes une activité périscolaire plus importante, et donc une charge financière supplémentaire, avec une compensation de l'Etat de 90 € maximum par enfant durant 2 ans !

Elle exige que 50 % seulement des encadrants soient diplômés

de la Fonction publique territoriale, les autres pouvant être non diplômés, non statutaires voire bénévoles. Les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (ATSEM) pourront être employés à des activités périscolaires, les éloignant des classes où elles sont indispensables. Et la réforme encourage aussi le recours aux précaires Emplois d'avenir. C'est ainsi que la commune de Carignan vient de créer un poste d'ATSEM... pour un Emploi d'Avenir ! Et à la demande des communes, le taux d'encadrement des activités a été abaissé.

Cette réforme aggrave les inégalités entre les écoles des communes qui ont des animateurs qualifiés, des infrastructures culturelles ou sportives, et celles, petites ou rurales qui n'ont rien.

Il faut recruter des animateurs statutaires pour que ce périscolaire ait un sens tant pour les familles, les enfants, que pour les communaux et les enseignants ; qu'il permette aux uns de bénéficier de vraies activités dans des locaux adaptés, aux autres de travailler dans de bonnes conditions et de gagner correctement leur vie, à tous de contribuer à l'épanouissement des enfants, dans toutes les communes.

Christine Héraud



M. C.

Évacuations des camps de Roms : inutiles, dangereuses et indignes !

Tout au long de l'été et toujours à l'aube, les uns après les autres, les principaux squats de la CUB situés avenue Thiers, rue Lerein (Floirac), rue Bourbon, rue Hubert Prom, rue de Bègles ont été évacués et détruits. Le Préfet, comme tous les Préfets de France au même moment, a profité de cette période estivale où le réseau de solidarité est moins présent d'autant que les enfants ne sont pas dans les écoles. Il a décidé d'accélérer le calendrier des fermetures des squats, sans véritable anticipation avec les associations, ni concertation avec les familles. Si une minorité de familles ont été prise en charge dans le cadre de la MOUS (Maîtrise d'oeuvre urbaine et sociale), beaucoup ont dû repartir en Bulgarie, les autres se sont retrouvées brutalement à la rue, parfois avec des enfants en bas âge, à la recherche de solution d'hébergement.



Ces démantèlements de squats qui se poursuivent, soi-disant au nom de la lutte contre l'insalubrité et la délinquance, ne font qu'aggraver la précarité de ces familles puisque qu'aucune solution alternative n'est proposée par la Préfecture, à part un retour en Bulgarie... Pourtant nombre de ces familles ont fait le choix de s'installer en France, de s'y intégrer en scolarisant leurs enfants, en cherchant du travail... comme cela s'est passé pour les autres vagues d'immigration qui ont eu lieu en Europe depuis des siècles.

Le seul résultat concret de cette politique inhumaine est d'avoir anéanti le travail réalisé depuis plusieurs mois voire des années par les associations, les intervenants de l'éducation nationale, les familles elles-mêmes pour s'intégrer par l'éducation, le travail et le logement.

Ces familles se sont regroupées dans de nouveaux squats encore plus précaires, plus éloignés, voire dangereux (un

est situé dans la zone industrielle classée Seveso de Bas-sens). En cette rentrée scolaire, les militants associatifs ont dû repartir sur le terrain pour retrouver les enfants, aider les familles à les scolariser alors que certaines mairies ont annoncé qu'elles ne souhaitent plus les domicilier auprès du CCAS, ce qui est pourtant indispensable pour leur scolarisation.

Cette politique d'expulsion qui précarise les Roms et ne résout rien, ne fait que flatter les préjugés racistes et xénophobes. C'est pourtant le choix du gouvernement Valls-Hollande relayé par certains maires qui s'opposent à une véritable politique d'intégration des Roms, ce qui n'est pas fortuit à quelques mois des municipales !

Martine Pont

Le protectionnisme de gauche ou de droite : des illusions dangereuses, une impasse

Lu dans un tract du Front de Gauche, à la manif du 10 septembre : « *un protectionnisme solidaire, pour le peuple, pour la France* » !!!

Face aux délocalisations, fermetures des usines, chômage grandissant, le Front de Gauche reprend donc le registre de la solution nationale, après le « *patriotisme économique* » des Montebourg et consorts. Pente glissante s'il en est... Poussée à l'extrême, cette logique conduit à la xénophobie, avec le « *produisons français avec des français* » du Front National.

Et rajouter le mot « *solidaire* » ne change rien à l'affaire. Quelle peut-être la réalité d'une production nationale solidaire dans un système où les capitaux internationaux des multinationales aboutissent aux délocalisations mais aussi aux relocalisations avec pour objectifs l'augmentation des profits et la destruction des concurrents ?

Le protectionnisme est aussi dangereux que le nationalisme, il ne protégera aucun emploi. Quand il a été utilisé, il n'a protégé que le capital, derrière des frontières érigées en barbelés, pour durcir plus encore l'exploitation des travailleurs. Il entretient des illusions, à l'opposé des analyses et nécessaires réponses et luttes internationalistes contre le désastre économique.

Michelle Dupony

Internationalisme

Réforme ou révolution, les enseignements de l'expérience chilienne

Les travailleurs, les classes populaires peuvent-ils prendre le pouvoir légalement, électoralement, sans violence, sans s'affronter à l'appareil d'Etat pour conquérir la démocratie ? C'est par la négative que la classe ouvrière chilienne en a fait la terrible expérience.

40 ans après le coup d'Etat de Pinochet, le NPA 33 a souhaité revenir sur cette expérience politique en invitant Franck Gaudichaud, qui vient de publier deux livres sur la période* et qui animera une soirée au local du NPA le 3 octobre.

Allende se voulait le champion de la « *voie pacifique vers le socialisme* », une politique qui, concrètement, a abouti à la canalisation de la révolte des masses vers la défaite sans combat d'une classe ouvrière forte, prélude à une des pires dictatures, puis au pillage aggravé du pays par la bourgeoisie nationale et l'impérialisme.

Selon lui, la « *voie pacifique vers le socialisme* » aurait été possible parce que les forces armées étaient très « loyales » au Chili. L'armée apporta sa réponse, on l'a vue, et de façon dramatique.

La gauche loue encore aujourd'hui l'arrivée au pouvoir « *constitutionnelle* » de Salvador Allende. Ce vieux routier socialiste, ex Ministre et Président du Sénat, avait été élu par une profonde vague populaire, mais aussi grâce au soutien de partis démocratiques bourgeois, la Démocratie chrétienne (DC) et le Parti radical (PR). Avec ces partis, des secteurs de la bourgeoisie l'ont fait élire car il a aussitôt accepté un texte élaboré avec la DC exigeant le respect de la propriété privée, aucun pouvoir aux organisations de lutte et, pour la première fois, « *l'autonomie des Forces Armées* », à savoir, l'acceptation de leur rôle politique.

Après l'élection d'Allende, la mobilisation a continué, en soutien à son programme de nationalisations et de réforme agraire déjà commencées sous le gouvernement DC de Frei. Or, pour des nationalisations sans indemnisations, pour prendre l'argent en faveur des plus démunis face au blocus des Etats-Unis et au marché noir, il aurait fallu s'appuyer sur la mobilisation croissante des masses.

Les partis de la coalition d'Allende, l'Unité Populaire (PS, radicaux de gauche, PC, avec le soutien critique de l'extrême gauche), investirent les organes de lutte, les syndicats. Mais le gouvernement n'a permis une certaine gestion ouvrière et paysanne que pour accroître la production, en conservant la bureaucratie d'Etat.



La petite bourgeoisie aisée réclamait vainement sa part, touchée par la crise, alors que les multinationales du cuivre étaient largement servies. Cela entraîna, en octobre 72, la grève de patrons camionneurs et des professions libérales, attisée par la bourgeoisie et les Etats-Unis, pendant que l'armée menaçait de se soulever.

Le monde du travail a riposté, en s'emparant ensemble, travailleurs, paysans et sans logis, de terres, d'usines, pour les contrôler, contrecarrer la grève des patrons camionneurs par l'auto-organisation populaire, les cordons industriels et les commandos communaux. Certains revendiquaient même l'armement des

travailleurs, contre le gouvernement qui craignait « *d'effrayer la petite bourgeoisie* », pour ne pas rompre le consensus avec la DC...

Avec un PC au gouvernement, Allende interdit de « *faire du prosélytisme* » dans l'armée, d'appeler les soldats et sous-officiers à rejoindre les travailleurs. En juillet 73, il imposa une loi de perquisition d'armes qui permit à l'armée de réprimer des militants de gauche et des bidonvilles, alors que l'extrême droite paradait armée dans les rues. En juin 73, des militaires auteurs d'une tentative

de putsch meurtrière furent libérés. En août, 150 soldats qui dénonçaient leur hiérarchie putschiste furent torturés et condamnés. Allende finit même par reprendre des militaires dans son gouvernement, d'abord avec des dirigeants du syndicat CUT, puis en août 73, les 4 Commandants en chef, dont Pinochet, remplaçant le général loyaliste Prats démissionnaire.

Désespérés, les travailleurs en lutte, même fidèles à l'UP, refusaient de rendre terres et usines. Lors du Coup d'Etat de Pinochet, le 11 septembre 1973, les cordons, isolés par les militaires, attendirent en vain des armes et

Internationalisme

des consignes d'Allende, qui réaffirma jusqu'à son suicide sous les bombes, sa confiance dans l'armée.

Les travailleurs avaient besoin d'une direction politique qui s'en prenne ouvertement à l'armée, aux grands patrons, à l'impérialisme, et pas par la « voie pacifique ». En laissant le pouvoir à des partis respectant l'ordre capitaliste, leur détermination ne pouvait suffire pour vaincre la bourgeoisie et son Etat et empêcher de les décimer avec une rage proportionnelle à la peur qu'ils lui ont inspirée, pour en finir avec toute démocratie, toute contestation sociale et politique.

Les leçons du 11 septembre sont bien vivantes à l'heure où, dans le monde, les classes opprimées commencent à

retrouver le chemin de la révolution. Les luttes d'émancipation ne pourront triompher que si elles savent construire collectivement et pas à pas la lutte, en totale indépendance des partis bourgeois et des institutions, de l'Etat, avec une politique vis-à-vis des classes

moyennes, des couches inférieures de l'armée, pour renforcer l'auto-organisation populaire, en vue de la prise du pouvoir, de la conquête de la démocratie par les travailleurs.

Mónica Casanova

Notre camarade **Franck Gaudichaud** viendra présenter et animer une discussion sur l'expérience chilienne, le 3 octobre, autour de ses deux livres :

Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde, Presses Universitaires de Rennes

¡Venceremos ! Documents et analyse sur le pouvoir populaire au Chili, Syllepse



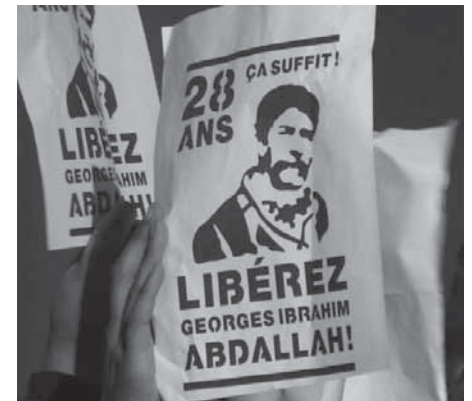
Georges Ibrahim Abdallah, la mobilisation s'amplifie

Mardi 17 septembre, à l'initiative de la Clé des ondes, une soirée de soutien à Georges Ibrahim Abdallah, prisonnier politique franco-libanais enfermé depuis 30 ans en France, actuellement à Lannemezan, a réuni plus de 100 personnes au cinéma Utopia. La soirée commençait par un film sur la guerre au Liban de 2006, sans lien direct avec le cas d'Abdallah, dont le but était de se rendre compte du contexte dans lequel Georges Ibrahim Abdallah avait pris part à la résistance libanaise par le biais des Forces Armées Révolutionnaires Libanaises.

Ensuite c'est Yves Bonnet, ex patron de la DST au moment de l'arrestation de

Georges Abdallah, qui a pris la parole. Yves Bonnet n'est certes pas devenu un militant anti-impérialiste et il n'est pas forcément un ami, mais son intervention, celle d'un haut fonctionnaire qui n'a (soi-disant) plus rien à cacher et qui se dit choqué par le traitement infligé à Georges Abdallah, permettait d'avoir un éclairage particulier qui, en tout cas, ne nuit pas à la lutte pour la libération de Georges.

Depuis quelque temps, la mobilisation s'amplifie. Le 19 octobre, à 19h à la salle Pierre Tachou (44 rue Joseph Brunet, tram B arrêt Claveau) aura lieu un concert de soutien dont les bénéfices serviront à la réservation d'un car qui



partira de Bordeaux le 26 octobre pour une manifestation à Lannemezan.

Les réservations pour le car sont possibles auprès de alasir1948@gmail.com

François



1931-1939, révolution et contre-révolution en Espagne : la défense de la République pouvait-elle protéger du fascisme?

Venez en discuter samedi 19 octobre de 10h à 13h au local du NPA33...

Internationalisme

Non à l'intervention en Syrie ! Solidarité avec le peuple syrien ! Assad « dégage » !

Vendredi 30 août, à l'appel de la « *Ligue des droits de l'homme* » et de l'« *Appel des 100 pour la paix* » avait lieu place Jean Moulin à Bordeaux un rassemblement contre l'annonce par Hollande de son intention d'intervenir contre le régime de Bachar el-Assad, en réponse à l'utilisation d'armes chimiques. L'intitulé de l'appel était : « *Non à l'intervention armée en Syrie - Non à la participation de la France - Solidarité avec les forces de paix de justice et de démocratie en Syrie* », et la plupart des interventions des organisations associatives et politiques présentes se sont inscrites dans ce cadre politique, sauf celles de la GA et du NPA.

Car de quelles « *forces de paix* » peut-il bien être question alors que la Syrie est plongée depuis deux ans dans une guerre civile sanglante ? [1] L'urgence n'est-elle pas plutôt de soutenir celles et ceux qui se battent pour « dégager » le dictateur sanguinaire Bachar el-Assad dont les chars et l'aviation massacrent les populations civiles depuis les premières manifestations de février 2011 ?

Nous sommes intervenus dans ce sens, en dénonçant l'hypocrisie des va-t-en-guerre à la Hollande qui prétendent vouloir aujourd'hui non pas arrêter el-Assad parce qu'il assassine son peuple, mais lui donner un « avertissement » parce qu'il a enfreint, avec l'utilisation d'armes chimiques, une « convention internationale » ; en dénonçant aussi leur responsabilité dans l'aggravation de la situation par leur refus de livrer les armes que réclament depuis des mois les structures démocratiques de lutte du peuple syrien.

Notre intervention n'a pas fait l'unanimité...

Un participant au rassemblement réagissait à notre demande d'armer la population en disant : « *Oui, et comme ça on arme les barbus !* ».

Il est vrai que l'évolution des révolutions en Tunisie, en Égypte, en Libye, a montré que divers partis musulmans radicaux ont pu profiter de la situation pour tenter d'imposer leur pouvoir réactionnaire. Mais qui peut, en dehors des populations elles-mêmes, régler les questions de politique intérieure auxquelles elles sont confrontées ? Y a-t-il une autre façon d'aider la population syrienne à s'émanciper de la dictature de Bachar el-Assad et à écarter la menace des intégristes musulmans que de lui donner les moyens matériels de gagner la guerre civile, condition pour qu'elle puisse faire sa propre expérience du pouvoir et de la démocratie ?

Un camarade du PC nous a dit quant à lui qu'il avait été « *scandalisé* » par notre intervention qui faisait comme si nous étions sûrs que c'était el-Assad le responsable de l'attaque chimique,

alors que les experts de l'ONU n'avaient pas encore rendu leur rapport...

Sur cette responsabilité ou pas d'el-Assad dans l'attaque chimique, notre intervention anticipait en effet sur le rapport des experts de l'ONU... qui n'ont finalement conclu sur rien ! Mais pas besoin de grandes expertises pour savoir que le régime de Bachar el-Assad ne recule devant rien pour écraser la contestation et que lui seul a réellement les moyens matériels de mettre en œuvre ces armes chimiques dont tout le monde sait qu'il les détient en quantités industrielles.



Et nous n'avons par ailleurs aucune raison de nous prêter aux séances d'enfumage auxquelles nous soumettent, dans ce grand guignol diplomatique qu'est l'ONU, les « grandes puissances démocratiques », comme elles prétendent s'appeler. On a pu voir ces jours derniers comment les vellétés guerrières de Hollande, tout comme celles d'Obama, se sont dégonflées à travers diverses péripéties « diplomatiques » et nul ne peut dire aujourd'hui ce que vont réellement faire les « puissances démocratiques ». Mais une chose est certaine : ce qui les arrête n'est pas le « veto » russo-chinois de l'ONU, dont ils ont montré à bien d'autres occasions qu'ils savaient parfaitement passer outre. Seuls comptent les intérêts de l'impérialisme dans la région, bien plus menacés par les perturbations et l'incertitude que font régner les révoltes des peuples que par le pouvoir des dictateurs qui assurent l'ordre nécessaire à leurs « petites affaires »...

C'est bien pour cela que nous disons : Non à l'intervention impérialiste en Syrie ! Solidarité avec le peuple syrien ! Bachar el-Assad « dégage » !

Daniel Minvielle

[1] Pour une chronologie des événements, voir par exemple : <http://fr.euronews.com/2013/03/16/syrie-chronologie-de-deux-ans-de-conflit/>

et le dossier dans le n° 209 de *L'Anticapitaliste*, l'hebdomadaire du NPA.

Joachim Da Silva Pereira vient de nous quitter

Il était militant à A.C ! Gironde, a été militant à la LCR au début des années 2000, a été militant tout au long de sa vie.

Il était né en 1948 au Portugal, près de Lisbonne dans une famille ouvrière et rentrera comme apprenti à 14 ans dans l'usine de textile où travaillait son père militant communiste. C'est par une filière organisée par le PC pour permettre aux jeunes d'échapper aux 3 années d'armée qu'il se retrouve à Clermont Ferrand, chez Michelin, où il milite à la CGT, traduit les tracts en Portugais. Après sa participation à Mai 68, il est arrêté à Clermont par... la police politique portugaise et se retrouve en prison à Lisbonne d'où le PC le fera évader pour l'envoyer à l'école de Moscou pour un an de « formation politique ». Pour pouvoir rentrer au Portugal, il n'aura que le choix entre la prison ou l'armée, et il se retrouve donc plongé dans la sale guerre coloniale en Angola. Il participera bien entendu à la Révolution des œillets en avril 74 qui renversera la dictature de Salazar.

Après des années de travail, notamment dans la construction de barrages en Espagne, suite à une fin de contrat et à une séparation familiale, il décide de venir à Bordeaux en 1995. C'est là que notre route se croise, qu'il devient militant à A.C ! Gironde. Il sera aussi très actif dans les Euromarchés, délégué pour A.C ! au Forum Social Européen où il sera de toutes les rencontres (Bruxelles, Genève, Rome, Berlin... Lisbonne ou il fera le guide de sa ville qu'il aimait tant).

Il « vivait » avec le RMI depuis 2002, tout en « travaillant » comme il disait à la Poste de Bordeaux : pendant plus de 10 ans, toujours à l'heure, il faisait la manche comme un militant « *Ce ne sont pas les 10 à 15 euros par jour qui me motivent* » disait-il,

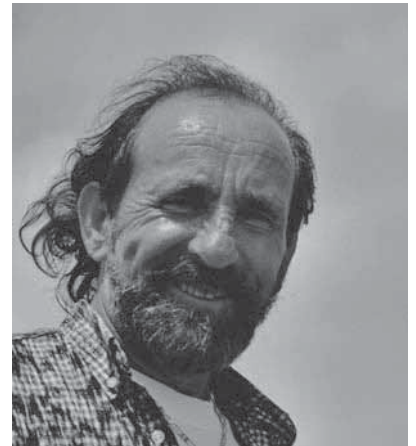
mais rendre service en ouvrant la lourde porte, discuter avec les gens, apporter un peu d'humanité aux personnes seules, âgés et isolées... C'était en même temps un forum politique permanent bien connu des militant(e)s !

Il a été candidat pour les municipales sur la liste LCR de Lormont, a participé aux Universités d'été à Gourette et à Port Leucate et était resté toujours proche de nous, même si la maladie l'avait peu à peu éloigné de l'activité militante.

Les années de vie bousculée, de précarité, de maladie et une rupture familiale ont précipité la fin de sa vie. Il a été enterré au carré des indigents mais ses amis et camarades étaient là pour le saluer, drapeaux d'A.C ! au vent. Nous nous sommes rappelés des années de luttes partagées, des réunions où, à partir du chômage, nous arrivions vite au Portugal, à la politique du Bloc de gauche qu'il ne fallait surtout pas critiquer au risque de s'entendre dire « *merde ! arrêtez vos conneries, vous n'y connaissez rien...* » avec un accent que seuls les initiés pouvaient déchiffrer et encore !

Salut à toi camarade Joachim Da Silva Peireira. Tu seras avec nous dans les combats que nous continuerons à mener pour un monde meilleur et qui ont été toute ta vie.

Jacques Raimbault



A voir

« INSTANTS FUGACES »

De la photographe Sabine WEISS à la Base sous-marine à Bordeaux

Les photographies sont nombreuses, 120, des grands formats, des Noir et Blanc, réalisés pendant 50 ans de par le monde. Comme Willy Ronis, Doisneau mais avec un regard de femme, elle fixe, avec un grand respect et parfois de la tendresse, des moments de joie, des jeux d'enfants, des rencontres mais aussi moments de solitude, de pauvreté. Son regard n'est jamais voyeur.

L'exposition, jusqu'au 13 octobre est gratuite, dans ce lieu qui a été celui de la souffrance des hommes mais qui actuellement avec les jeux de l'eau, de la lumière, du béton est d'une grande beauté photogénique.



M.D.

L'année de l'éveil de Charles Juliet

Dans les années 50, des enfants de milieu modeste, ouvrier ou paysan, pouvaient accéder, après un léger concours, à une école «d'enfants de troupe», gratuite, ouvrant la voie à des études supérieures, voire à une école d'officiers. La grande majorité des élèves y étaient fils de militaires ou de gendarmes.

François, jeune paysan de « l'assistance » n'ayant connu qu'une vie de berger solitaire, l'affection pour ses animaux et une foi religieuse naïve, se retrouve dans une caserne d'enfants de troupe.

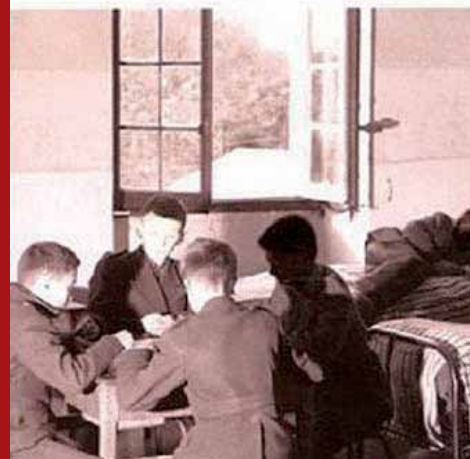
Craintif, assoiffé d'affection, incapable de s'exprimer oralement, il est confronté à de dures conditions de vie, faim, froid, manque d'hygiène dans un climat de violence et d'humiliations entretenu à tous les niveaux de la hiérarchie où il s'agit de « former des hommes, des guerriers » !

Violence des «anciens» se vengeant sur les « bleus » de leurs frustrations, de certains sous-officiers sadiques assurés de l'impunité puisque c'est « chacun pour soi ». Et cela dans un contexte de guerre où l'armée réprime les soulèvements en Indochine, en Algérie et à Madagascar. Chaque élève tremblant, s'il échoue aux examens, d'aller mourir dans une rizière lointaine, comme ces anciens dont, de temps en temps, le corps est ramené à l'école dans un cercueil.

Ce roman décrit, avec beaucoup d'émotion, cette année où François, malgré sa culpabilité religieuse et son désir d'être aimé, compris, va résister, avec ses faibles forces pour trouver sa dignité et refuser de se laisser écraser.

Aidé par l'affection d'un chef - son idole, le père qu'il n'a jamais eu - qui va l'initier à la boxe, exutoire à la

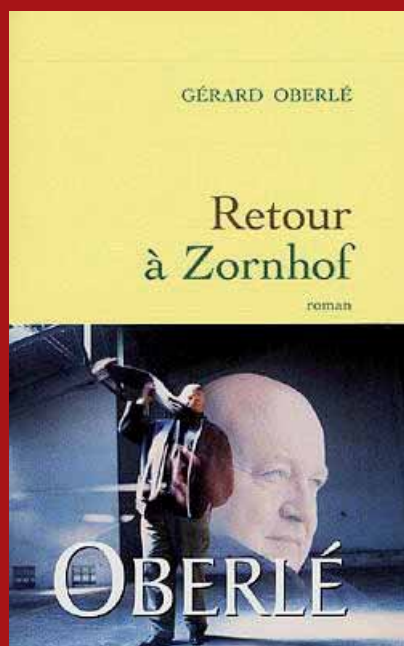
Charles Juliet
L'année de l'éveil



violence quotidienne, il va découvrir l'amour avec la jeune femme délaissée de ce chef et affirmer sa révolte face à cette imbécillité de caserne.

Charles JULIET, né en 1934, écrivain, poète, et dramaturge raconte là sa difficile adolescence dans une telle école de l'armée. Un film, du même nom, a été tiré par Gérard Corbiau, de ce roman.

Gérard Barthélémy



Retour à Zornhof de Gérard Oberlé

Henri Schott, écrivain vieillissant, ayant connu le succès avec des romans révoltés et anticonformistes, revient 50 ans après vers son village natal, sur le plateau lorrain.

Bercé par la poésie du «Voyage en hiver» de Schubert (dont un passage ouvre chaque chapitre), il retrouve douloureusement cette enfance qu'il a fuie.

Sa mère, reniée par son propre père, doit fuir le village avec son «bâtard», sombre dans l'alcoolisme et se suicide alors qu'il a 10 ans.

Henri est confié à ses grands-parents, un grand-père fin artisan mais bigot haïeux qui va l'ignorer définitivement et une superbe grand-mère au grand cœur.

Étudiant chez les jésuites - où il acquiert un solide athéisme, le dégoût de la bigoterie, le goût de la poésie antique et des poètes révoltés, Rimbaud, Jack London ou Jack Kerouac - il retrouve, l'été, son petit village et sa «baba» -la dame qui lance des pierres...- qui malgré la férule étouffante du vieux sait garder son indépendance, sa joie de vivre et le comble de caresses et de petits plats. Elle lui fait découvrir la nature et le goût des livres qui fondera sa vocation d'écrivain.

Dans cette région d'Alsace-Lorraine, cent fois meurtrie par les invasions et les massacres, le roman dénonce le conformisme ambiant, la bigoterie et la mainmise d'une famille toute puissante sur la région sinistrée par la crise. Mais aussi nous dresse les portraits, riches en couleurs, des insoumis, ceux qui ne passent pas dans le moule : sa « Baba », l'oncle Gus, poivrot et grand tombeur de filles, un vieux braconnier rebelle, un jeune gitan qui s'est fourvoyé en « mariant » la fille des notables ou encore la cowgirl de retour d'Amérique qui tient l'auberge d'une main de fer.

Gérard Oberlé, né en 1945 a écrit plusieurs romans et essais sur le roman noir ou la poésie antique.